



nouveaux rapports

Quatre rapports du HCSP viennent de paraître aux éditions de l'ENSP

Politiques publiques, pollution atmosphérique et santé



La pollution atmosphérique a connu une diminution sensible au cours des dernières décennies. Elle n'en doit pas moins continuer à faire l'objet de mesures de prévention adaptées, dans un cadre global qui prenne en compte tant l'air ambiant extérieur que celui de notre vie quotidienne (habitat, travail, espaces publics...). Ce rapport s'attache à présenter les moyens d'améliorer la connaissance et la prévention des phénomènes liés à la pollution de l'air. Le Haut Comité de la santé publique propose ensuite un ensemble de recommandations, visant notamment à promouvoir un effort coordonné de recherche, améliorer l'information de la population sur la qualité de l'air, poursuivre l'effort de réduction des sources d'émission de polluants et renforcer la cohérence des politiques publiques sur la pollution atmosphérique.

Sommaire

Saisine ministérielle

Composition du groupe de travail et personnalités auditionnées

Résumé

Introduction

Pollution atmosphérique : connaissances et recherches

Évolution de la pollution atmosphérique • Impacts biologiques, sanitaires et sociaux de la pollution atmosphérique • Quelques grandes questions scientifiques et de santé publique : faits et incertitudes

Gestion de la qualité de l'air et de ses effets sanitaires

La politique française de lutte contre la pollution atmosphérique dans l'air ambiant • Les nouveaux outils de planification préconisés par la Laure • Surveillance de la pollution atmosphérique urbaine extérieure • Évaluation de l'impact de la pollution atmosphérique sur la santé • La pollution dans les locaux : l'habitat et le secteur tertiaire • Maîtrise de la pollution atmosphérique en milieu professionnel

Propositions pour améliorer les politiques publiques relatives à la pollution atmosphérique

Promouvoir un effort coordonné de recherche • Développer la formation dans le domaine santé-environnement • Améliorer le caractère transparent et démocratique des procédures d'autorisation d'aménagements ou d'activités pouvant générer une pollution atmosphérique • Renforcer la cohérence des politiques publiques sur la pollution atmosphérique • Poursuivre l'effort de réduction des sources d'émissions de polluants • Renforcer les points faibles de la maîtrise des expositions aux polluants de l'air • Optimiser la surveillance de la qualité de l'air en vue de l'évaluation du risque • Améliorer l'information de la population sur la qualité de l'air

Recommandations

Promouvoir un effort coordonné de recherche • Développer la formation dans le domaine santé-environnement • Améliorer le caractère transparent et démocratique des procédures d'autorisation d'aménagements ou d'activités pouvant générer une pollution atmosphérique • Renforcer la cohérence des politiques publiques sur la pollution atmosphérique • Poursuivre l'effort de réduction des sources d'émissions de polluants • Renforcer les points faibles de la maîtrise des expositions et des risques • Optimiser la surveillance de la qualité de l'air en vue de l'évaluation des risques • Améliorer l'information de la population sur la qualité de l'air

Conclusion

La pollution atmosphérique constitue-t-elle une priorité de santé publique ?

Annexes

Bibliographie

Politiques publiques, pollution atmosphérique et santé
ISBN : 2-85952-638-2, 280 p., 170 F, 25,92 euros.



La souffrance psychique des adolescents et des jeunes adultes



Jamais comme aujourd'hui l'adolescence n'a été si longue et les adolescents si nombreux. L'état de santé d'un nombre important d'entre eux est préoccupant. Face aux multiples symptômes de leur mal-être, une attention particulière doit être apportée à la souffrance psychique qui peut apparaître dans des circonstances multiples, parfois de façon insidieuse. Cette souffrance demeure mal définie, car elle recouvre des troubles du comportement de nature très diverse associés à des conduites toxicomaniaques, des passages à l'acte et une agressivité considérés comme des équivalents dépressifs. Ce rapport dresse un panorama des principaux indicateurs de santé psychique des jeunes de 12 à 25 ans et s'attache à apporter un éclairage sur les petits signes d'alerte repérables par chacun. Les difficultés sociales, la désagrégation familiale, mais aussi l'échec scolaire doivent alerter précocement. Des mesures de prévention et des réalisations spécifiques sont proposées pour répondre aux situations difficiles. Elles nécessitent une adaptation des institutions et des professionnels au contact des jeunes et une meilleure articulation entre eux. Dans ses recommandations, le HCSP préconise d'améliorer les actions d'éducation à la santé, d'accroître la vigilance des adultes de proximité, de développer l'action des intervenants de crise, de favoriser la création de structures d'accueil, mais aussi de développer des recherches sur la résilience.

Sommaire

Saisine ministérielle

Composition du groupe de travail et personnalités auditionnées

Introduction

L'adolescence • Le plan du rapport

Concepts de santé mentale, souffrance psychique, situations de crise et troubles psychiques

La santé mentale • La souffrance psychique • La fixation pathologique • Comprendre la souffrance psychique • Pour une clinique des petits signes • Les situations de crise • Les troubles psychiques plus sévères

État des lieux

Introduction • La souffrance psychologique des jeunes • Présentation des principales études • Les principaux indicateurs de santé • Conclusion

Les mesures de prévention

Comment penser la prévention ? • Pour une prévention plus globale que thématique • Une approche différente filles et garçons • L'importance des familles : le travail en réseau • Le soutien de l'environnement • Des entretiens d'évaluation clinique dans les établissements scolaires • Des mesures pour éviter l'exclusion

Rôles actuels des différents professionnels. Évolution souhaitable de leurs interventions

Les premiers recours. Information. Lieux d'accueil et d'information des jeunes • Les médecins généralistes, interlocuteurs de proximité. L'importance d'un travail de liaison • L'institution scolaire. Bilan en CM2. Les enseignants, l'infirmière scolaire, le médecin scolaire, l'assistante sociale et le psychologue • Le recours psychiatrique, son adaptation. Liens avec les autres soignants, les familles et l'école • L'Aide sociale à l'enfance. Les constats récents de la Protection judiciaire de la jeunesse

Des réalisations spécifiques pour répondre aux situations de souffrance psychique des adolescents

Le suicide : mesures de prise en compte de ce problème de santé publique. Suivi des suicidants et de leurs familles • Réalisations psychiatriques spécifiques : organisation d'un service hospitalier et d'un secteur psychiatrique • Réseau de ville d'accompagnement sanitaire et social auprès des jeunes en difficulté • L'aide aux jeunes en errance. Des modes et des lieux d'accueil à inventer • Les médiateurs éducatifs • L'importance d'une écoute. L'expérience de Fil santé jeunes • Des liens intergénérationnels

Conclusions et recommandations

Bibliographie

La souffrance psychique des adolescents et des jeunes adultes
ISBN : 2-85952-619-6, 116 p., 120 F, 18,29 euros.



Rapports disponibles en librairie aux Éditions ENSP. Avenue du Professeur Léon Bernard. 35043 Rennes Cedex
Téléphone : 02 99 54 90 98. Télécopie : 02 99 54 22 84. Internet : www.editions.ensp.fr



Le panier de biens et services de santé



Ce rapport a été adressé à la Conférence nationale de santé et au Parlement dans le cadre la préparation du projet de loi de financement de la sécurité sociale 2001

Un système de santé performant mais confronté à des problèmes d'inégalités d'accès aux soins et à des exigences nouvelles générées par les avancées médicales : tel est le constat que le Haut Comité de la santé publique a pu dresser dans ses rapports antérieurs.

La connaissance des biens et services offerts, des modalités d'accès aux soins et de leur prise en charge est indispensable pour une rationalisation du système de santé.

Offrir des soins à tous demeure l'impératif de solidarité de notre système de protection sociale. Mais cette exigence éthique ne peut ignorer la dimension économique induite par le développement des activités de santé.

Un panier de biens et services de santé remboursables doit répondre à ces impératifs.

Déterminer un panier de biens et services implique de définir le champ de la prise en charge, sa variabilité et sa mise à jour compte tenu de l'évolution des techniques médicales.

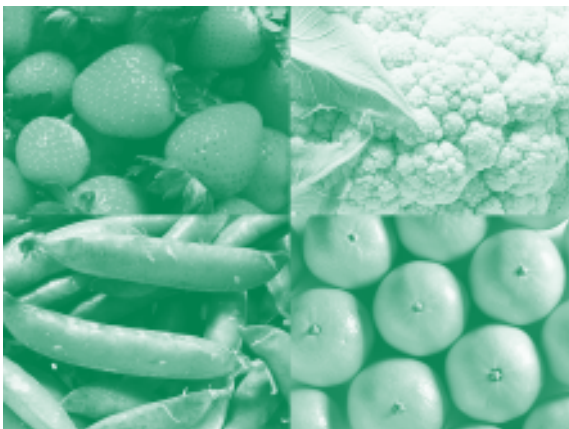
Ce rapport pose les questions soulevées par l'élaboration d'un panier de biens et services : Selon quels critères peut-il être évalué ? Qui doit le porter, c'est-à-dire le financer ? Comment garantir un accès équitable ? Comment accéder à ce panier ?

La protection sociale maladie n'assure pas, bien souvent, l'intégralité des dépenses. Le poids du ticket modérateur rend indispensable la couverture complémentaire.

La Couverture maladie universelle a aussi défini un panier spécifique. Un débat d'ensemble doit être posé sur l'articulation entre les régimes obligatoires et les régimes complémentaires.

Le panier de biens et services de santé
ISBN : 2-85952-628-5, 75 p., 120 F, 18,29 euros.

Pour une politique nutritionnelle de santé publique



Au cours des dernières décennies, les grandes maladies liées aux carences alimentaires ont disparu. Pourtant, le lien entre alimentation et santé est plus que jamais d'actualité. En effet, les recherches récentes confirment que l'alimentation joue un rôle déterminant de protection ou d'aggravation du risque dans la survenue de maladies telles que les cancers, les maladies cardiovasculaires, l'obésité ou l'ostéoporose. Il apparaît aujourd'hui nécessaire de mettre en place un Programme national nutrition santé pour réduire le risque de maladies chroniques, améliorer l'état de santé et la qualité de vie de la population générale.

Le Haut Comité de la santé publique propose également dans ce rapport des actions spécifiques pour résoudre certains problèmes nutritionnels observés dans les groupes à risque : femmes enceintes et allaitantes, enfants et adolescents, sujets âgés, personnes en situation de précarité...

La nutrition est le thème prioritaire de santé publique choisi par la Présidence française de l'Union européenne en 2000.

Pour une politique nutritionnelle de santé publique en France
ISBN : 2-85952-629-3, 275 p., 170 F, 25,92 euros.



Sommaire

Préambule

Composition du groupe de travail et personnalités entendues

Définitions

Ensemble des soins médicaux • Panier de soins et biens médicaux

Historique et émergence du concept

L'accompagnement de la croissance • Les perversions de la croissance • Crise économique et avancées médicales • La recherche d'une légitimité de l'offre • La nécessité d'une nouvelle approche

Problématique du panier de biens et services

Détermination d'un panier de biens et services : légitimité des choix • Définition des valeurs sociétales qui permettent de guider les choix • Efficacité – Efficience • Formulation d'un algorithme d'aide à la décision • Expression des préférences

Détermination d'un panier de biens et services : quels enjeux pour l'usager ?

Le panier de soins couverts : élément du contrat assureur/santé • La modification du panier actuel des soins couverts par l'assurance maladie obligatoire • Panier de soins et offre de soins

Expériences étrangères

La réforme britannique • L'expérience suédoise • Le système de santé néerlandais • Le système de santé américain • La réforme suisse

Éclairage sur certaines spécificités

Le ticket modérateur en question • La CMU : principes et innovations • Le médicament et l'industrie • Panier de biens et services de qualité • Relations entre prestations, activité médicale et nomenclatures pour la définition du panier de biens et services

Conclusions

Sur le contenu du panier • Sur la prise en charge

Bibliographie

Sommaire

Saisine ministérielle

Composition du groupe de travail et personnalités auditionnées

Avant-propos

Constat et enjeux

Les enjeux de la santé publique • Consommation alimentaire et état nutritionnel de la population vivant en France • Déterminants de la consommation et des habitudes alimentaires • Connaissances actuelles sur les facteurs nutritionnels impliqués dans le déterminisme des maladies chroniques • Acteurs, structures et organisations impliqués dans le champ de la nutrition

Recommandations

Les objectifs nutritionnels prioritaires de santé publique et les objectifs spécifiques • Les outils de santé publique • Les mesures et actions de santé publique destinées à l'ensemble de la population • Les mesures et actions de santé publique destinées à des groupes spécifiques • Développer des actions de formation • Promouvoir la recherche en nutrition humaine • Disposer de moyens de surveillance de l'état nutritionnel de la population

Évaluation

Conclusion

Synthèse

Bibliographie

8 septembre 2000

Guide statistique

Eurostat a publié un rapport statistique sur la santé en Europe, intitulé « Chiffres clés sur la santé ». Il comporte six chapitres : population, modes de vie (alimentation, tabagisme, toxicomanie, risque de sida...), risques liés à l'environnement, aux loisirs et à la circu-

lation, état de santé de la population, mortalité et système de soins de santé. Il ressort de cette étude que la plupart des européens sont satisfaits de leurs services de santé.

16 mai 2000

Lutte contre les maladies

La Commission propose une nouvelle stratégie communautaire en matière de santé publique, et notamment la mise en place d'un système d'information identifiant les atouts et faiblesses des systèmes de santé des

États de l'Union européenne. En outre, David Byrne le commissaire européen à la santé, préconise une coopération accrue entre les États dans la lutte contre les maladies transmissibles.

29 juin 2000

Conseil européen de la santé

Les ministres chargés de la Santé ont adopté une position commune en vue de l'approbation de la directive sur la fabrication, la présentation et la vente du tabac. Ils ont également adopté une résolution sur le suivi de la conférence d'Evora sur les facteurs déterminants pour la santé en Europe. Ce conseil a aussi

porté sur les conclusions de la conférence de Lisbonne sur les médicaments et la santé publique. Enfin, une position commune sur les dispositifs médicaux incorporant des dérivés stables du sang ou du plasma humain a été approuvée.

31 mai 2000

Journée sans tabac

À l'occasion de cette journée, la Commission a proposé une nouvelle réglementation plus sévère des contrôles du tabac. Ce projet

porte sur la teneur en goudron, nicotine et oxyde de carbone des cigarettes, sur l'utilisation d'additifs et l'étiquetage du tabac.

14 juin 2000

Renforcement de l'information des consommateurs de tabac

Le Parlement européen a adopté des amendements au projet de directive sur le tabac. Il propose la mise en place de programmes de recherche afin de réduire les seuils de teneur en produits toxiques. Il souhaite éga-

lement un renforcement de l'information sur la toxicité des produits sur les paquets, et l'interdiction de la vente de tabac aux personnes de moins de 16 ans.

29 juin 2000

Lutte contre le tabagisme

Un accord politique a été réalisé au Conseil de l'Union européenne. Il porte sur la production, la présentation et la vente de tabac. La

Commission souhaite l'adoption rapide de cette proposition.